

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

**Doc. XII-bis  
n. 40**

## **ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA EUROPEA INTERINALE DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

I parte della 48<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

Raccomandazione n. 712 (1)

sull'equipaggiamento delle nostre forze per assicurare la sicurezza e le difese dell'Europa: priorità e lacune (conclusioni del colloquio dell'Assemblea)

Risposta alla relazione annuale del Consiglio

*Annunziata il 24 settembre 2002*

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. XII-bis  
N. 40

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA EUROPEA INTERINALE DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 48<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2002)

Raccomandazione n. 712 (1)

sull'equipaggiamento delle nostre forze per assicurare la sicurezza e le difese dell'Europa: priorità e lacune (conclusioni del colloquio dell'Assemblea)

Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 24 settembre 2002

L'ASSEMBLÉE,

(i) Prenant acte des informations sur les activités du GAEO et de la CRO contenues dans la deuxième partie du Quarante-septième rapport annuel du Conseil à l'Assemblée ainsi que de la réponse du Conseil à la Recommandation n° 702 sur les équipements militaires pour la gestion européenne des crises;

(ii) Rappelant les leçons à tirer du colloque organisé les 5 et 6 mars 2002 à

1 Adoptée par l'Assemblée le 5 juin 2002, au cours de la quatrième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

Madrid sur le problème de l'équipement des forces européennes pour la sécurité et la défense de l'Europe;

(iii) Constatant que la Conférence d'amélioration des capacités, tenue à Bruxelles en novembre 2001, a demandé aux membres de fournir un effort supplémentaire pour le renforcement des capacités militaires de l'Union européenne;

(iv) Considérant que cette conférence a permis aux États de réaffirmer leur engagement à l'égard des objectifs fixés dans la Déclaration d'Helsinki, de confirmer leurs contributions formulées lors de la

Conférence d'engagement des forces tenue à Bruxelles en novembre 2000 et, sur une base volontaire, de s'engager sur des améliorations significatives aussi bien du point de vue qualitatif que quantitatif;

(v) Rappelant que le Conseil européen de Laeken de décembre 2001 a approuvé le Plan d'action européen sur les capacités qui vise à combler les lacunes qui subsistent;

(vi) Constatant que l'intervention de l'OTAN au Kosovo a mis en évidence une série de lacunes opérationnelles dans la gestion des crises, notamment dans les domaines suivants: acquisition de capacités de renseignement en temps réel, guidage par satellite, systèmes de commandement, contrôle et communication, ravitaillement en vol, transport maritime et aérien stratégique, frappes de précision, défense antiaérienne, capacités de pénétration et d'évaluation des dommages;

(vii) Soulignant que les progrès en cours vers une restructuration des industries de défense et vers un renforcement de la base de défense industrielle et technologique sont, en effet, un facteur positif qui doit contribuer au succès du Plan d'action mentionné ci-dessus;

(viii) Constatant, par ailleurs, que les questions très sensibles de convergence opérationnelle, de synchronisation des acquisitions et d'harmonisation budgétaire ont fait l'objet d'études depuis de nombreuses années, en particulier au niveau du GAEO, sans qu'aucune solution idéale n'ait pu être trouvée pour diverses raisons;

(ix) Se félicitant de la proposition formulée par la présidence espagnole de l'UE et de l'UEO, lors du colloque de Madrid, consistant en un plan de base pour une politique européenne de l'armement (PEA);

(x) Convaincue qu'une telle politique européenne d'armement doit se baser sur les principes du volontariat, de la tran-

sparenance, de la coopération et de la coordination avec d'autres organisations, notamment avec les instances de l'OTAN, ainsi que sur l'expérience de forums existants comme le GAEO, l'OAE0, l'OCCAR et la LdI;

(xi) Soulignant que la PEA devra, en outre, établir des critères pour la coordination des investissements en R&D de défense ainsi que pour promouvoir l'augmentation des budgets dans ce domaine;

(xii) Constatant que l'Europe concentre ses efforts sur les aspects institutionnels de la défense mais qu'elle ne prépare pas de façon efficace ses forces à faire face aux menaces;

(xiii) Considérant que la prolifération des structures ayant comme objectif la coopération en matière d'armement dénote la persistance des problèmes et la difficulté à les résoudre et que chaque nouvelle organisation traite les questions que les précédentes ne sont pas parvenues à régler;

(xiv) Constatant, toutefois, que le GAEO, réunissant des pays membres et non membres de l'OTAN et de l'UE, a obtenu des résultats remarquables tout au long de son existence, notamment dans le domaine de la R&T de défense, en étroite coopération avec le Groupe européen des industries de défense (EDIG), et cela malgré le fait qu'il doit toujours prendre des décisions par consensus, ce qui rend, évidemment, son travail plus difficile;

(xv) Saluant aussi les réalisations d'autres instances traitant les différents aspects de la coopération en matière d'armements, notamment l'OCCAR et la LdI;

(xvi) Soulignant qu'en ce qui concerne l'industrie de défense, la connaissance des besoins à long terme est tout à fait déterminante car elle permet de planifier à l'avance et d'investir dans le domaine de la R&D pour pouvoir mettre au point des techniques et des produits performants et

innovateurs, tout en constituant des alliances et des coopérations capables de développer des synergies;

(xvii) Rappelant les déséquilibres entre l'Europe et les Etats-Unis au niveau du soutien de la R&T et des législations à l'exportation;

(xviii) Considérant que les propositions américaines concernant le JSF (Joint Strike Fighter) ne garantissent ni de significatifs transferts de technologie ni le maintien des prévisions initiales de coûts du programme;

(xix) Estimant que la lenteur du processus de réforme en Europe, dans le domaine de la coopération en matière d'armements, est extrêmement frustrante et dangereuse pour notre industrie de défense;

(xx) Estimant que le choix du JSF pour équiper les forces aériennes d'un certain nombre d'Etats membres aura des conséquences négatives pour l'avenir de l'industrie aéronautique européenne et pour l'interopérabilité des équipements entre Etats européens dans le cadre de la mise en place d'une politique européenne de sécurité et de défense;

(xxi) Rappelant la Recommandation n° 702 de l'Assemblée sur les équipements militaires pour la gestion européenne des crises — Réponse au rapport annuel du Conseil;

(xxii) Constatant que les ministres de la défense du GAEO sont convenus, dans leur Déclaration de Rome, que le GAEO doit être conservé en tant que forum pour les consultations politiques dans le domaine de l'armement en Europe et pour le développement de la coopération entre les Etats membres;

(xxiii) Se félicitant que les ministres soient également convenus que le GAEO et l'OAE0 devraient faire preuve de plus d'initiative dans le domaine de la coopé-

ration en matière d'armement, compte tenu des développements au sein de la PESD, de l'objectif global de l'UE et de l'Initiative sur les capacités de défense (DCI) de l'OTAN et qu'ils aient, en conséquence, décidé de réexaminer l'éventail des travaux de leur structure interne;

(xxiv) Se félicitant également de la décision des ministres de poursuivre les travaux nécessaires à la création d'une Agence européenne de l'armement sous la direction des Directeurs nationaux de l'armement;

(xxv) Saluant l'approbation par les ministres d'un projet de ligne d'action sur les modalités et la périodicité des réunions des ministres de la défense du GAEO;

(xxvi) Saluant également l'adhésion à l'OAE0 de la Finlande, de la Pologne, de la République tchèque et de la Suède,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL

1. En ce qui concerne la politique européenne de l'armement (PEA), de veiller à ce que:

une méthodologie soit établie au sein de la PEA pour combler les lacunes, en précisant le court, le moyen et le long terme. Le court et moyen terme devrait comprendre les programmes en cours, la coordination des achats « sur étagère » et le lancement de nouveaux programmes. Le long terme devrait traiter du renforcement de la base technologique européenne et de l'harmonisation des besoins en capacités communes;

la PEA soit, pour l'industrie de défense, le moyen de parvenir à une harmonisation optimale des besoins opérationnels et de réaliser des économies d'échelle, en évitant toute duplication inutile;

la PEA définisse les critères pour le financement des coûts de la PESD et recherche des formules financières et des

critères comptables appropriés pour les investissements en armements;

la PEA établit des critères en vue de coordonner les investissements en R&D pour pouvoir créer les bases technologiques des capacités communes, pour éviter la dispersion et les duplications inutiles et, de surcroît, pour promouvoir l'augmentation des budgets de R&D ainsi que les technologies à double usage;

la PEA ait comme objectif, à moyen terme, la création d'une organisation européenne de l'armement basée sur les structures du GAEO et la transformation de l'OAEIO en Agence européenne de l'armement, en intégrant aussi d'autres organisations existantes, telles que l'OCCAR et la LdI;

des critères soient établis en vue d'octroyer aux réunions des directeurs nationaux de l'armement une plus grande capacité opérationnelle ainsi qu'une définition du rôle que ces derniers joueront dans un futur Conseil des ministres de la défense en tant qu'experts pour tout ce qui concerne la PESD;

2. D'étudier la possibilité de proposer aux pays membres de l'UE la création de forces d'élite spéciales de réaction immédiate de petite envergure, capables de faire face à des missions de maintien de la paix d'intensité variable, en tenant compte de l'expérience de situations telles que celle de l'Afghanistan;

3. D'envisager l'europanisation progressive du SHAPE en vue de combler les lacunes européennes en matière de commandement et de réfléchir à la nécessité pour l'Europe de compter sur une autonomie en matière de C4ISR (Command, Control, Communications and Computer, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance);

4. De tenir compte de l'expérience suédoise en matière de gestion de programmes et notamment de la méthodologie dite de la « valeur acquise », en vue de prévoir

et maîtriser les coûts des grands programmes ainsi que de diminuer la durée de la phase de développement;

5. D'essayer de trouver une solution permettant de corriger les déséquilibres entre l'Europe et les Etats-Unis, spécialement en ce qui concerne le soutien étatique de la R&T et les législations à l'exportation, et d'autre part, de faire de son mieux pour rendre possible la création d'un code de conduite qui couvre tous les aspects de la chaîne d'approvisionnement et encourage la mise en oeuvre de saines pratiques d'achats à l'industrie;

6. De demander aux Etats membres concernés de reconsidérer leur participation au programme JSF, en tenant compte des solutions européennes disponibles aujourd'hui et des répercussions d'un éventuel choix en faveur du JSF pour l'avenir de l'industrie aéronautique européenne, ce choix étant susceptible de nuire au renforcement des capacités militaires européennes;

7. De renforcer les capacités européennes de défense par la mise en oeuvre du Plan d'action européen sur les capacités par les ministres de la défense de l'UE et la mise en commun de l'expertise technologique européenne, en vue de participer aux futures initiatives de pointe, telles que, par exemple, la défense antimissile;

8. De promouvoir une réflexion sur les « duplications utiles » dans le domaine cité précédemment des C4ISR et en matière de planification ainsi que sur une éventuelle insertion de l'article V du Traité de Bruxelles modifié dans le Traité sur l'Union européenne;

9. D'encourager les gouvernements des pays membres, membres associés, observateurs et associés partenaires à expliquer à leurs opinions publiques l'opportunité et le rôle d'une Europe de la sécurité et de la défense et les raisons pour lesquelles les investissements en matière de sécurité doivent être augmentés, en précisant qu'il ne

s'agit pas seulement de mieux dépenser  
mais de dépenser davantage;

10. De conclure ses réflexions sur l'ave-  
nir du GAEO et de l'OAE0 dans un esprit  
constructif pour que ceux-ci puissent être

utilisés comme instruments primordiaux  
au service de la PESD, notamment pour la  
réalisation du Plan d'action sur les capa-  
cités et, à moyen terme, pour la mise en  
oeuvre d'une politique européenne d'ar-  
mement.

**N. B. Traduzione non ufficiale****RACCOMANDAZIONE N. 712**

sull'equipaggiamento delle nostre forze per assicurare la sicurezza e le difese dell'Europa: priorità e lacune (conclusioni del colloquio dell'Assemblea)

**Risposta alla relazione annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

(i) Prendendo atto delle informazioni sulle attività del GAEO e della CRO contenute nella Seconda parte del Quarantesimo rapporto annuale del Consiglio all'Assemblea nonché della risposta del Consiglio alla Raccomandazione n° 702 sugli equipaggiamenti militari per la gestione europea delle crisi;

(ii) Ricordando le lezioni da trarre dal colloquio organizzato il 5 e 6 marzo a Madrid sul problema dell'equipaggiamento delle forze europee per la sicurezza e la difesa in Europa;

(iii) Constatando che la Conferenza sul miglioramento delle capacità, svoltasi a Bruxelles nel novembre 2001, ha chiesto ai membri di fornire uno sforzo supplementare per rafforzare le capacità militari dell'Unione Europea;

(iv) Considerando che questa conferenza ha permesso agli Stati di riaffermare il loro impegno nei confronti degli obiettivi fissati nella Dichiarazione di Helsinki, di confermare i loro contributi formulati in occasione della Conferenza di impegno delle forze tenutasi a Bruxelles nel novembre 2000 e, su una base volontaria, di impegnarsi su dei miglioramenti

significativi sia dal punto di vista qualitativo che quantitativo;

(v) Ricordando che il Consiglio europeo di Laeken del dicembre 2001 ha approvato il Piano d'azione europeo sulle capacità che mira a colmare le restanti lacune;

(vi) Constatando che l'intervento della NATO in Kosovo ha messo in evidenza una serie di lacune operative nella gestione delle crisi, in particolare nei settori seguenti: acquisizione di capacità di informazione in tempo reale, guida satellitare, sistemi di comando, controllo e comunicazione, rifornimento in volo, trasporto marittimo e aereo strategico, attacchi di precisione, difesa antiaerea, capacità di penetrazione e di valutazione dei danni;

(vii) Sottolineando che il progresso in corso verso una ristrutturazione delle industrie di difesa e verso un rafforzamento della base di difesa industriale e tecnologica sono, in effetti, un fattore positivo che deve contribuire al successo del Piano d'azione menzionato precedentemente;

(viii) Constatando, d'altro canto, che le questioni molto sensibili di convergenza operativa, di sincronizzazione delle acquisizioni e di armonizzazione di bilancio sono state oggetto di studi da molti anni,

in particolare a livello del GAEO, senza che, per diverse ragioni, sia stata trovata una soluzione ideale;

(ix) Felicitandosi per la proposta formulata dalla Presidenza spagnola dell'UE e dell'UEO, nel corso del Colloquio a Madrid, consistente in un piano di base per una politica europea di armamento (PEA)

(x) Considerando che tale politica europea di armamento deve basarsi sui principi del volontariato, della trasparenza, della cooperazione e del coordinamento con altre organizzazioni, in particolare la NATO, nonché sull'esperienza di *fora* esistenti come il GAEO, l'OAEU, l'OCCAR e la LoI;

(xi) Sottolineando che la PEA dovrà, inoltre, stabilire dei criteri per il coordinamento degli investimenti in R&S di difesa e per promuovere l'aumento dei bilanci in questo settore;

(xii) Constatando che l'Europa concentra i suoi sforzi sugli aspetti istituzionali della difesa ma che non prepara in modo efficace le sue forze per far fronte alle minacce;

(xiii) Considerando che la proliferazione delle strutture aventi come obiettivo la cooperazione in materia di armamento denota la persistenza dei problemi e la difficoltà nel risolverli e che ogni nuova organizzazione tratta le questioni che le precedenti non sono riuscite a risolvere;

(xiv) Constatando, tuttavia, che il GAEO, che riunisce paesi membri e non membri della Nato e dell'UE, ha ottenuto dei notevoli risultati nel corso della sua esistenza, in particolare nel settore della R&T di difesa, in stretta cooperazione con il Gruppo europeo delle industrie di difesa (EDIG), e ciò malgrado il fatto che debba sempre prendere delle decisioni per consenso, ciò che rende, evidentemente, più difficile il suo lavoro;

(xv) Salutando anche le realizzazioni di altri organi che si occupano dei diversi aspetti della cooperazione in materia di armamenti, in particolare l'OCCAR e la LoI;

(xvi) Sottolineando che per quanto riguarda l'industria di difesa, la conoscenza dei bisogni a lungo termine è assolutamente determinante poiché permette di pianificare in anticipo e di investire nel settore della R&S per poter mettere a punto delle tecniche e dei prodotti efficienti ed innovativi, costituendo al contempo delle alleanze e delle cooperazioni in grado di sviluppare delle sinergie;

(xvii) Ricordando gli squilibri tra l'Europa e gli Stati Uniti a livello del sostegno della R&T e delle legislazioni all'esportazione;

(xviii) Considerando che le proposte americane riguardo al JSF (Joint Strike Fighter) non garantiscono né significativi trasferimenti di tecnologie né il mantenimento delle previsioni iniziali di costo del programma;

(xix) Stimando che la lentezza del processo di riforma in Europa, nel settore della cooperazione in materia di armamenti, è estremamente frustrante e pericolosa per la nostra industria di difesa;

(xx) Stimando che la scelta del JSF per equipaggiare le forze aeree di un certo numero di Stati membri avrà conseguenze negative per il futuro dell'industria aeronautica europea e per l'interoperatività dei sistemi fra gli Stati europei nel quadro della realizzazione di una politica europea di sicurezza e difesa;

(xxi) Ricordando la Raccomandazione n° 702 dell'Assemblea sugli equipaggiamenti militari per la gestione europea delle crisi - Risposta alla relazione annuale del Consiglio,

(xxii) Constatando che i Ministri della Difesa del GAEO hanno convenuto, nella



loro Dichiarazione di Roma, che il GAEO deve essere conservato quale forum per le consultazioni politiche nel settore dell'armamento in Europa e per lo sviluppo della cooperazione fra gli Stati membri;

(xxiii) Felicitandosi del fatto che i Ministri abbiano anche convenuto che il GAEO e l'OAE0 dovranno dimostrare una maggiore capacità d'iniziativa nel campo della cooperazione in materia di armamenti, tenuto conto degli sviluppi in seno alla PESD, dell'Obiettivo Globale di Helsinki e dell'Iniziativa sulle capacità di difesa (DCI) della NATO e che essi abbiano, di conseguenza, deciso di riesaminare il ventaglio dei lavori della loro struttura interna;

(xxiv) Felicitandosi ugualmente per la decisione dei Ministri di proseguire i lavori necessari alla creazione di un'Agenzia europea degli armamenti sotto la direzione dei direttori nazionali degli armamenti;

(xxv) Salutando l'approvazione da parte dei Ministri di un progetto di linea d'azione sulle modalità e la periodicità delle riunioni dei Ministri della Difesa del GAEO;

(xxvi) Salutando ugualmente l'adesione all'OAE0 di Finlandia, Polonia, Repubblica Ceca e Svezia,

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Per quanto riguarda la politica europea dell'armamento (PEA), di vigilare affinché:

una metodologia sia stabilita in seno alla PEA per colmare le lacune, precisando il breve, medio e lungo termine. Il breve e medio termine dovrebbe comprendere i programmi in corso, il coordinamento degli acquisti dei servizi reperibili direttamente sul mercato e il lancio di nuovi programmi. Il lungo termine dovrebbe riguardare il rafforzamento della

base tecnologica europea e l'armonizzazione dei bisogni in capacità comuni;

la PEA sia, per l'industria di difesa, il mezzo per raggiungere un'armonizzazione ottimale dei bisogni operativi e realizzare delle economie di scale, evitando ogni duplicato inutile;

la PEA definisca i criteri per il finanziamento dei costi della PESD e ricerchi delle formule finanziarie e dei criteri contabili appropriati per gli investimenti in armamenti;

la PEA stabilisca i criteri in vista di coordinare gli investimenti in R&D per poter creare le basi tecnologiche delle capacità comuni, per evitare le dispersione e i duplicati inutili e, inoltre per promuovere l'aumento dei bilanci di R&S così come le tecnologie a doppio uso;

la PEA abbia come obiettivo, a medio termine, la creazione di un'organizzazione europea dell'armamento basata sulle strutture del GAEO e la trasformazione dell'OAE0 in Agenzia europea dell'armamento, integrando così anche altre organizzazioni esistenti, quali l'OCCAR e la LoI;

siano stabiliti dei criteri al fine di accordare alle riunioni dei direttori nazionali dell'armamento una maggiore capacità operativa così come una definizione del ruolo che questi ultimi svolgeranno in un futuro Consiglio dei ministri della difesa in qualità di esperti per tutto ciò che riguarda la PESD;

1. Di studiare la possibilità di proporre ai paesi membri dell'UE la creazione di forze d'élite speciali di reazione immediata di piccola ampiezza, capaci di far fronte a missioni di mantenimento della pace di intensità variabile, tenendo conto dell'esperienza di situazioni come quella dell'Afghanistan;

2. Di prevedere l'europeizzazione progressiva dello SHAPE per colmare le la

cune europee in materia di comando e per riflettere sulla necessità per l'Europa di contare su una autonomia in materia di C4ISR (Command, Control, Communications and Computer, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance);

3. Di tener conto dell'esperienza svedese in materia di gestione di programmi e in particolare la metodologia detta del « valore acquisito », al fine di controllare e prevedere i costi dei grandi programmi e di diminuire la durata della fase di sviluppo;

4. Di cercare di trovare una soluzione che permetta di correggere gli squilibri tra l'Europa e gli Stati Uniti, specialmente in quanto concerne il sostegno statale della R&T e le legislazioni all'esportazione, e d'altra parte, di fare del suo meglio per rendere possibile la creazione di un codice di condotta che copra tutti gli aspetti della catena di rifornimento e incoraggi la messa in opera di sane pratiche d'acquisto all'industria;

5. Di chiedere agli Stati membri interessati di riconsiderare la loro partecipazione al programma JSF, tenendo conto delle soluzioni europee disponibili oggi e delle ripercussioni di un'eventuale scelta in favore del JSF per il futuro dell'industria aeronautica europea, essendo tale scelta suscettibile di nuocere al rafforzamento delle capacità militari europee;

6. Di rafforzare le capacità europee di difesa con la messa in opera di un Piano d'azione europeo sulle capacità da parte dei ministri della difesa dell'UE e la messa in comune dell'esperienza tecnologica europea, in vista della partecipazione alle future iniziative di punta, quale, ad esempio, la difesa antimissile;

7. Di promuovere una riflessione sulle « duplicazioni utili » nel settore citato precedentemente dei C4ISR e in materia di pianificazione così come su un inserimento eventuale dell'articolo V del Trattato di Bruxelles modificato nel Trattato sull'Unione Europea;

8. Di incoraggiare i governi dei paesi membri, membri associati, osservatori e partner associati a spiegare alle loro opinioni pubbliche l'opportunità e il ruolo di una Europa della sicurezza e della difesa e le ragioni per le quali gli investimenti in materia di sicurezza devono essere aumentati, precisando che non si tratta solo di spendere meglio ma di spendere di più.

9. Di concludere le sue riflessioni sul futuro del GAEO e dell'OAE0 in uno spirito costruttivo affinché tali organizzazioni possano essere utilizzate come strumenti principali al servizio della PESD, in particolare per la realizzazione del Piano d'azione sulle capacità e, a medio termine, per l'attuazione di una politica europea d'armamento.



